



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des collectivités locales  
et de la coordination interministérielle**

Service de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Bureau des ICPE  
Affaire suivie par : Sylvie BLOT  
tél : 02 48 67 36 11  
[sylvie.blot@cher.gouv.fr](mailto:sylvie.blot@cher.gouv.fr)  
[pref-coordination-icpe@cher.gouv.fr](mailto:pref-coordination-icpe@cher.gouv.fr)

Le préfet

à

Monsieur Laurent GUILHETONIA  
directeur de la société MECACHROME  
27-49 avenue Eugène Casella  
18700 AUBIGNY-SUR-NÈRE

Bourges, le **15 NOV. 2024**

**OBJET :** Votre projet d'implantation d'une nouvelle chaîne de traitement de surfaces sur le site  
MECACHROME à Aubigny-sur-Nère.

Vous avez déposé, le 14 octobre 2024, une demande d'examen au cas par cas relative au projet  
d'implantation d'une nouvelle chaîne de traitement de surfaces pour votre société MECACHROME sise  
sur le territoire de la commune d'Aubigny-sur-Nère.

A cet effet, vous trouverez ci-joint l'arrêté préfectoral de ce jour portant décision après examen au cas  
par cas, en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Cette décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles votre projet peut être  
soumis et ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Camille de WITASSE THÉZY

Copie à :

- M. le sous-préfet de Vierzon
- DREAL Centre-Val de Loire / UID 18-36



**Arrêté préfectoral n° 2024- 1858 du 15 novembre 2024**  
portant décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le préfet du Cher  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance et notamment son article 62-II ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-0601 du 13 mai 2024 accordant délégation de signature à Mme Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas déposée par la société MECACHROME réputée complète le 24 octobre 2024 ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** que le projet relève de la catégorie 1 b) de la colonne de droite du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et de l'article R. 122-2 II de ce même code ;

**Considérant** que le site est déjà bâti, occupé et exploité pour des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une modification notable mais non substantielle des conditions d'exploitation ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement justifiant une évaluation environnementale ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

Arrête

**Article 1** : Le projet d'ajouter une ligne de traitements de surfaces sur le site existant situé sur la commune d'Aubigny-sur-Nère, exploité par la société MECACHROME n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**Article 3** : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le Cher.

**Article 5** : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société MECACHROME et à la maire d'Aubigny-sur-Nère.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

Camille de WITASSE THÉZY

Annexe de l'arrêté préfectoral n° 2024-1858 du 15 novembre 2024 portant décision après examen au cas par cas.

## VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

### • **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

- recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux (art R. 122-3-1 VII) adressé à :

\* M. le préfet du Cher  
Place Marcel Plaisant  
CS 60022  
18020 BOURGES Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher)

- recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

#### \* **recours gracieux**

M. le préfet du Cher  
Place Marcel Plaisant  
CS 60022  
18020 BOURGES Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

#### \* **recours hiérarchique**

M. la ministre de la transition écologique et de l'énergie du climat et de la prévention des risques  
direction générale de la prévention des risques  
Arche de La Défense  
Paroi Nord

92 055 LA DEFENSE Cedex.

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

#### \* **recours contentieux**

Tribunal administratif d'Orléans  
28, rue de la Bretonnerie  
45 057 Orléans Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### • **décision dispensant le projet d'étude d'impact**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnés